

## Les sources juridiques de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)

Texte de référence	Thème	Année (ordre chronologique)	Champ d'application	Commentaire	Thèmes abordés						
					La gouvernance de l'organisation	Les droits de l'Homme	Les relations et conditions de travail	L'environnement	La loyauté des pratiques	Les questions relatives aux consommateurs	Les communautés et le développement local
Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Droits humains	1976 modifiée en 2011	International			Respect des droits de l'Homme. Normes de bonnes pratiques conformes aux législations en vigueur et aux normes internationales					
Déclaration de l'OIT sur les entreprises multinationales	Droits humains	1977 modifiée en 2006	International			Lutte contre le travail forcé	Donne un cadre aux entreprises en matière de conditions de travail et notamment concernant la sécurité, l'hygiène et l'environnement applicable aux travailleurs				
Loi n°2001-420 relative aux nouvelles régulations économiques (loi NRE)	Environnement	15 mai 2001	France	Article 116 notamment				Les entreprises cotées en bourse indiquent dans leur rapport annuel une série d'information relatives aux conséquences sociales et environnementales de leurs activités			
Décret n°2001-1016	Conditions de travail	5 novembre 2001	France	Insertion d'un article R.230-1			Oblige les entreprises à formuler dans un document unique les résultats de l'évaluation des risques				
Loi n°2002-73 de modernisation sociale	Conditions de travail	17 janvier 2002	France				Prévention et sanction du harcèlement moral et sexuel au travail				
Loi n°2003-706 de sécurité financière	Gouvernance	17 juillet 2003	France		Emission d'un rapport des procédures de contrôle interne mises en place par la société information à destination des investisseurs						
Directive 2005/29/CE	Consommateurs	11 mai 2005	Europe	Transposée dans le Code de la consommation						Diligence professionnelle, loyauté notamment dans les pratiques promotionnelles	
Loi n°2006-340	Conditions de travail	23 mars 2006	France				Sur l'égalité salariale				
Loi de modernisation de l'économie et loi Chatel (n°2008-3)	Loyauté des pratiques	2008	France					Interdiction générale des pratiques commerciales déloyales de nature à vicier le consentement du cocontractant			

Norme ISO 26000	Multiple	12-déc-08	International		Implique des actions de la part des organisations : l'entreprise doit s'assurer de la conformité réglementaire	Respect des droits de l'Homme		Consensus international sur le fait que les décisions et les activités des entreprises ont un impact sur la société et l'environnement			Mesure de l'empreinte socio-économique sur le territoire de l'entreprise, mesure du nombre d'emplois créés ou soutenus par l'entreprise Favoriser l'accès aux produits et services essentiels ou d'intérêt général Participation à des initiatives d'intérêt général
Décret n°2008-1347	Conditions de travail	17-déc-08	France	Modifie l'article L.4141-2 du code du travail			Information sur les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs. Nouvelles modalités d'accès au document unique d'évaluation des risques				
Lois n°2009-967 (Grenelle I) et n°2010-788 (Grenelle II)	Multiple	3 aout 2009 12 juillet 2012	France	Article 53 notamment Article 83	Développement de l'information par les entreprises à l'attention de leurs parties prenantes Implication des institutions représentatives du personnel dans les discussions sur les enjeux			Obligation de vérification des informations concernant la gouvernance écologique, la croissance durable, la réduction des émissions de gaz à effet de serre  Développement durable lié à l'activité des entreprises avec référentiel selon les secteurs d'activité  Mise en place de l'investissement socialement responsable  Informations qui doivent faire l'objet d'une vérification par un organisme tiers indépendant.			
Loi n°2010-788 portant engagement national pour l'environnement	Environnement	12 juillet 2010	France					Introduit l'obligation d'un bilan d'émission de gaz à effet de serre (GES) pour les grandes entités publiques ou privées, complète les dispositifs de responsabilité environnementale des entreprises et prévoit, à terme, l'information des consommateurs sur le bilan d'émissions de GES des produits mis sur le marché.			
Loi n°2011-103 Copé-Zimmerman	Gouvernance	27 janvier 2011	France		Vers une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et vers l'égalité professionnelle						
Principes directeurs des Nations Unies	Droits humains	17 juin 2011	International			Responsabilité des entreprises dans le respect des droits des travailleurs					
Loi n°2021-387 (Loi Warsmann)	Environnement	29 février 2012	France	Modifie l'article L.225-102-1 du code de commerce relatif à la déclaration de performance extra financière				Modification de la liste d'informations à produire et des entreprises concernées			
Décret n°2012-557 relatif aux obligations de transparence des entreprises en matière sociale et environnementale	Environnement	24 avril 2012	France					Reporting sur l'impact social et environnemental des entreprises  Précision de la liste des informations publiées : attestation + avis motivé			
Décret n°2012-1408	Conditions de travail	18-déc-12	France				Obligations des entreprises et sanction en cas d'irrespect de l'égalité salariale				

ANI vers une politique d'amélioration de la qualité de vie au travail et de l'égalité professionnelle	Conditions de travail	19 juin 2013					L'articulation entre vie personnelle et vie professionnelle ; Les objectifs et mesures permettant d'atteindre l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ; La lutte contre les discriminations en matière de recrutement, insertion professionnelle, et maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés ; Les modalités de définition d'un régime de prévoyance de branche ou d'entreprise ; L'exercice du droit d'expression directe et collective ; La prévention de la pénibilité.				
Loi n°2014-790 visant à la lutte contre la concurrence sociale déloyale	Gouvernance	10 juillet 2014	France		Obligation de vigilance du donneur d'ordre en matière de travail illégal Augmentation du montant de l'amende						
Loi n°2014-873 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes	Gouvernance	4 août 2014	France		Féminisation des instances dirigeantes avec entrée progressive des femmes au sein des conseils d'administration						
Loi n°2014-1662 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'UE en matière économique et financière	Multiple	30-déc-14	UE - France	Article L.225-102-3 du code de commerce		Mesures de vigilance raisonnable propres à identifier les risques et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes, résultant des activités de la société et de celles des sociétés qu'elle contrôle		Mesures de vigilance en matière d'environnement également			
Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU	Multiple	2015	International			Les ODD guident les entreprises dans la lutte contre les inégalités sociales		Les ODD guident les entreprises dans la lutte contre le changement climatique, la raréfaction des ressources.			
Loi n°2015-992 sur la transition énergétique pour la croissance verte (loi TECV)	Environnement	17 août 2015	France	Article 173				Communication obligatoire sur la gestion du risque climatique			
Loi n°2015-994 relative au dialogue social et à l'emploi dite Rebsamen	Conditions de travail	17 août 2015	France				Les NAO porteront désormais sur la QVT et l'égalité professionnelle				
Loi n°2016-1088 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours pro	Multiple	8 août 2016	France	cf. article L.2242-17 du code du travail	Dispositions relatives à la négociation collective : règles de dénonciation des accords, publicité et bonnes pratiques en matière de négociation collective		Prévoit le droit à la déconnexion				
Loi n°2016-1691 de lutte contre la corruption (loi Sapin 2)	Gouvernance	9 décembre 2016	France	Article 17	Politiques de transparence et de prévention pour lutter contre la corruption pour les grosses entreprises						
Loi n°2017-399 sur le devoir de vigilance	Droits humains	27 mars 2017	France			Les entreprises donneuses d'ordre doivent prévenir les atteintes aux droits fondamentaux sur l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement					
Ordonnance n°2017-1180 relative à la publication d'informations non-financières	Multiple	19 juillet 2017	France	Transposition de la directive européenne 2014/95/UE de 2014 Avec Décret du 9 août 2017 Complétée par un décret d'application du 14 septembre 2018	Organisation du dialogue social, procédures d'information/consultation et négociation. Bilan des accords collectifs	Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'OIT (liberté d'association, élimination des discriminations, du travail forcé, du travail des enfants)	Egalité de traitement entre les femmes et les hommes, insertion des personnes handicapées, lutte contre les discriminations  Conditions de santé et de sécurité	Déclaration de performance extra-financière qui remplace le rapport RSE			

Décret	Multiple	7 septembre 2017	France	Création du Haut Commissaire à l'économie sociale et solidaire et à l'innovation sociale, rattaché au ministère de la transition écologique et solidaire								
Ordonnance n°2017-1389 relative à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention	Conditions de travail	22-sept-17	France	Modifie l'article L.4121-1 du code du travail			Mesures prises par l'employeur pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.					
Loi n°2018-771 pour la liberté de choisir son avenir professionnel	Droits humains	5 septembre 2018	France	Article L.8113-5-1 et s. du code du travail		Renforcement des mesures de lutte contre le travail illégal						
Loi n°2018-898	Loyauté des pratiques	23 octobre 2018	France						Lutte contre l'évasion fiscale avec principaux risques liés à l'activité, procédures de diligence raisonnable et indicateurs clés de performance			
Loi n°2019-486 PACTE	Multiple	22 mai 2019	France	Article 1833 du Code civil article 174 de la loi notamment Transposition de la directive 2017/828/UE	L'intérêt social devient un impératif de bonne gestion des sociétés Engagements des actionnaires à long terme sur les performances financières et non financières Prévoit un quota de 40% de femmes dans les CA avec sanctions (nullité des délibérations)			Les entreprises doivent prendre en compte les enjeux sociaux et environnementaux de leur activité Possibilité d'intégrer dans les statuts une "raison d'être" que serait la protection de l'environnement Création du statut d'entreprise à mission				
Décret n°2019-555 portant diverses dispositions relatives au renforcement de la lutte contre le travail illégal	Droits humains	4 juin 2019	France			Lutte contre le travail illégal						
Loi n°2019-1147 relative à l'énergie et au climat	Environnement	8 novembre 2019	France	Depuis le 10 mars 2021 Article 29				Les acteurs des marchés financiers doivent inclure dans une politique relative aux risques en matière de durabilité une information sur les risques associés au changement climatique et sur ceux liés à la biodiversité				
Projet de loi constitutionnelle relatif à la préservation de l'environnement n°3787	Environnement	20 janvier 2021	France	Objet : intégrer à l'article 1er de la Constitution la lutte pour la préservation de l'environnement				« Elle garantit la préservation de l'environnement et de la diversité biologique et lutte contre le dérèglement climatique. »				
Décret n°2021-265 relatif aux mesures visant à supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes dans l'entreprise	Conditions de travail	10 mars 2021	France				Mise en place obligatoire de l'index de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. L'entreprise doit publier sur son site internet la note globale de l'index et le résultat obtenu pour chaque indicateur de manière visible et lisible					
Proposition de loi n°4000 pour l'égalité économique et professionnelle	Gouvernance	23 mars 2021	France	Déposée par les députés LREM à l'occasion de la journée internationale des droits de femmes le 8 mars 2021	Proposition de loi visant à l'égalité économique et professionnelle : Quota de femmes dans les comex (pour les entreprises de plus de 1000 salariés), 30% de femmes dans 5 ans, 40% dans 8 ans							
Arrêté fixant la liste des entreprises adaptées retenues pour mener l'expérimentation d'un accompagnement des transitions professionnelles en recourant au contrat à durée déterminée conclu en application de l'article L. 1242-3 du code du travail	Conditions de travail	8 avril 2021	France	Application de l'article L.1242-3 du code du travail relatif aux cas de recours aux CDD			Mise en place du CDD Tremplin qui permet pour les entreprises adaptées de faciliter l'embauche des personnes en situation de handicap dans le cadre d'un CDD spécifique					

Projet de révision de la directive européenne sur le reporting extra-financier	Multiple	21 avril 2021	Europe								
Projet de Loi Climat et résilience	Environnement	17 avril 2021	France	Adopté en 1ère lecture par l'Assemblée nationale le 4 mai 2021 Examen par le Sénat prévu en juin 2021				<p>Obligation de proposer à partir de 2023 une option végétarienne dans les restaurants collectifs</p> <p>Sujet de la transition écologique attribué au CSE de plus de 50 salariés.</p> <p>Création d'un délit d'écocide.</p> <p>Suppression des lignes aériennes intérieures en cas d'alternative en train à moins de 2h30</p>			